



**Comité européen
des régions**

FORUM LE HAVRE

«LE RENDEZ-VOUS INTERNATIONAL DES VILLES & TERRITOIRES»

LE 27 SEPTEMBRE 2019 AU HAVRE

Mesdames, messieurs,

Les dernières élections européennes ont montré que la grande majorité des citoyens estiment encore que leur avenir réside dans l'Union.

Cela reste une victoire fragile car à peine plus de la moitié des Européens estiment que leur voix compte dans l'UE.

Trop de gens considèrent l'Union européenne comme trop éloignée de leur quotidien.

Un sentiment que les tenants du repli sur soi n'hésitent pas à exploiter au mépris du bon sens et dans leur seul intérêt.

L'actualité chaotique du Brexit nous le rappelle chaque jour.

Oui, il y a bien un combat entre ces populistes anti-européens qui veulent éloigner l'Union des citoyens et celles et ceux qui défendent par pragmatisme et par idéal notre Union.

Ce combat, nous ne l'emporterons qu'en parvenant à rapprocher l'Union de ses citoyens.

Approfondir le marché unique ne suffira pas à ré-enchanter le projet européen.

Il faut bien plus qu'une union économique et budgétaire. Alors comment faire pour rapprocher l'Union des Européens ?

C'est simple : il faut mobiliser tout le monde.

Pourtant, dans l'esprit des dirigeants européens, ça constitue une révolution copernicienne.

Il faut bien réaliser que si la démocratie européenne compte 751 élus du Parlement européen et 10 000 parlementaires nationaux, elle ne s'arrête pas là.

Il y a plus d'un million de responsables politiques élus locaux et régionaux.

Ce sont aussi des élus de l'Union et ils sont les plus proches des Européens.

Vouloir les mettre à part de la démocratie européenne serait irresponsable. Les villes et régions constituent la troisième dimension de la démocratie européenne.

Chaque région, chaque ville, chaque commune est aussi l'Europe.

Dans chacune de ces régions, de ces villes, de ces communes, on est prêt à penser l'Europe de demain.

Je ne vous étonnerais donc pas en vous disant que les 350 élus du Comité européen des régions ont beaucoup de propositions très concrètes pour renouveler l'Union depuis le terrain.

Je les ai remises hier à la nouvelle Présidente de la Commission européenne, Mme von der Leyen.

Je ne vais pas vous les détailler ici, mais permettez-moi néanmoins d'en rappeler quelques-unes.

Vous l'aurez compris, la première demande des élus du Comité c'est de pouvoir participer à la construction européenne avec les Etats et les institutions européennes.

Nous demandons à la Commission européenne de proposer une nouvelle méthode de travail afin d'impliquer chaque niveau de gouvernement au processus décisionnel de l'UE – c'est ce que nous appelons la «subsidiarité active».

Impliquer les villes et régions dans le processus décisionnel européen permet d'impliquer les citoyens et pas uniquement en période électorale.

Vous le savez, à l'initiative du Président français, beaucoup d'Etats membres et d'institutions européennes ont organisé des consultations citoyennes avant les élections.

C'est une bonne chose.

Mais si on n'en fait rien ensuite, la frustration est immense.

J'ai proposé que les villes et régions organisent de façon permanente des consultations et les transforment en propositions dont elles feraient le suivi auprès des institutions européennes et des Etats membres.

Consulter ne suffit pas, il faut proposer.

Une méthode de travail qui implique les élus locaux et régionaux dans le processus décisionnel est essentielle.

Il est tout aussi important de les impliquer dans le projet européen.

Voilà notre deuxième demande.

Parce que les défis locaux ne peuvent pas être dissociés des enjeux mondiaux, le Comité plaide donc pour un programme de travail européen qui tienne compte des défis du monde et qui implique les villes et régions.

L'Union doit s'appropriier les objectifs de développement durable des Nations unies en se rappelant que d'après l'OCDE, 65 % des 169 objectifs nécessitent l'implication des régions et des villes pour être atteints.

Là encore, la communauté internationale et européenne ne peut pas se passer des villes et régions.

Voici deux exemples :

- Tandis que les gouvernements nationaux ne parviennent pas à s'accorder sur l'accueil de migrants, ce sont les régions et les villes qui sont en première ligne pour exprimer la solidarité européenne qui devrait tous nous animer.
- (Autre exemple:)
Quand il s'agit de lutte contre le changement climatique, là aussi les élus locaux et régionaux sont en première ligne et assument leurs responsabilités.

Aujourd'hui, plus de 9 500 villes, petites ou grandes, ont rejoint la Convention des maires de l'UE pour volontairement aller au-delà des objectifs de l'UE en matière de climat et d'énergie.

Mesdames, messieurs,

Tout ce que j'ai exposé ne suffira pas pour réaliser l'ambition européenne de progrès social et économique.

Pour ça, nos élus demandent que les Etats membres aient le courage de doter l'Union des moyens financiers nécessaires.

C'est, vous l'avez compris, la troisième demande centrale des élus du Comité.

Le budget commun de l'Europe est dérisoire pour une Union de 500 millions de citoyens.

Avec le départ du Royaume-Uni, les moins ambitieux pensent avoir trouvé le prétexte supplémentaire pour diminuer les moyens européens.

Le tout alors que le budget actuel était déjà en diminution par rapport à la période précédente.

Comment changer l'Europe sans s'en donner les moyens ? On connaît l'attachement justifié des autorités françaises à la politique agricole commune mais permettez-moi de prendre l'exemple d'une autre politique qu'il faut défendre avec autant de force : c'est la politique de cohésion.

La cohésion, c'est vital puisqu'il ne peut pas avoir d'union sans cohésion.

C'est pourquoi notre Comité a lancé, de concert avec plus de 12 000 soutiens d'associations, de villes et de régions, une "Alliance pour la cohésion" en réclamant que la politique régionale de l'UE continue de représenter un tiers du budget de l'Union, en faveur de toutes les régions.

Entre 2007 et 2013, la politique de cohésion a créé un million d'emplois, soit un tiers de l'ensemble des nouveaux emplois dans l'UE au cours de cette période.

Elle a soutenu plus de 400 000 PME et construit 4 900 km de routes.

Pourtant, malgré ces évidences, la Commission européenne sortante, celle de la dernière chance, a proposé de diminuer cette politique.

Les Etats membres et les institutions européennes ne devraient pas diminuer la capacité des régions et des villes à assurer la cohésion territoriale, économique et sociale. D'autant que la politique de cohésion, malgré des moyens déjà trop modestes, permet aussi de faire face à de nouveaux défis tels que l'intégration des migrants, le changement climatique et la sécurité.

Mesdames, messieurs,

Mon temps de parole devant vous est limité mais je ne voudrais pas qu'on se méprenne : les villes et régions ne demandent pas que du soutien financier, elles réclament aussi des marges d'investissements c'est-à-dire des règles comptables qui ne les brident pas.

C'est un grand tabou dans la classe dirigeante européenne mais plus de dix ans après le déclenchement de la crise financière, il est grand temps de ne plus considérer l'investissement public comme un danger pour nos économies mais comme une nécessité pour soutenir les Européens.

Mesdames, Messieurs,

Vous l'avez compris, mon message aux dirigeants nationaux et européens est simple: si les villes et régions ont besoin de l'Europe pour se développer, l'Europe a tout autant besoin des villes et régions pour se renforcer.

Nos élus sont prêts à rebâtir l'Union.

Je vous remercie.
